

La vraie question est : comment et quand élimine-t-on définitivement l'arme nucléaire ?



TOSHIFUMI KITAHARA / AFP

Entretien avec Pierre Villard, coprésident du Mouvement de la paix, qui coordonne à New York la délégation française composée de 250 personnes, dans le cadre de la campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire (ICAN).

HD. Qu'est-ce qui permet de penser que cette

conférence ne connaîtra pas le même échec qu'en 2005 ?

PIERRE VILLARD. Il faut rester prudent sur « l'échec » de 2005. Certes, il n'y a pas eu d'avancée, mais le monde entier a dû reconnaître la validité du TNP, alors qu'à l'époque, il y avait un risque qu'il ne vole en éclats, et donc qu'il n'y ait plus du tout de règles. Cela dit, le contexte international a radicalement changé : on reparle de désarmement et d'élimination des armes nucléaires. Le vent a tourné. Cela a été flagrant lors du dernier comité préparatoire de la conférence où c'est la France et non plus les États-Unis qui est apparue comme un élément de blocage. Et la signature de START III montre que des gestes concrets sont possibles. L'autre changement vient de la mobilisation des opinions publiques. Pour la première fois, nous organisons un grand sommet alternatif car nous voulons être de véritables acteurs : il est de plus en plus évident que le seul moyen d'éviter la prolifération

est d'éliminer les armes nucléaires.

HD. L'attitude des États-Unis n'est pas exempte d'arrière-pensées.

P. V. Il est évident que les Américains n'ont pas renoncé à leur leadership mondial. Pour autant, le risque d'utilisation volontaire ou accidentelle de l'arme nucléaire n'a jamais été aussi fort, et nous prenons donc positivement tout ce qui va dans le bon sens, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y a pas de critique à faire sur la politique d'Obama.

HD. Qu'attendez-vous de cette conférence ?

« Tant qu'on argue du besoin de l'arme nucléaire pour notre sécurité, on ne peut pas empêcher les autres d'avoir le même argument. »

de leurs arsenaux. Nous ne devons pas accepter qu'elles prennent prétexte à la situation en Iran ou en Corée du Nord pour ne pas avancer. Ce doit même être l'inverse ! Tant que nous continuons à arguer du besoin de l'arme nucléaire pour notre sécurité, nous ne pouvons empêcher les autres d'avoir le même argument. La théorie de la dissuasion est le meilleur allié de la prolifération. Nous attendons donc de la conférence qu'elle soit le démarrage d'un processus devant mener à l'élimination de l'arme nucléaire. Le TNP ne va pas changer en termes de



YURI MALTSOV/REUTERS

Démantèlement d'un sous-marin nucléaire près de Vladivostok, en Russie.

P. V. Le TNP est un outil considérable : le traité de désarmement le plus signé au monde. Depuis qu'il existe, il y a plus d'États qui ont renoncé à l'arme nucléaire que d'États qui l'ont acquise. Sept zones non nucléarisées sur la planète ont été créées : soit 115 pays. Or, ces effets positifs sont mis sous l'étouffoir par les puissances nucléaires pour justifier la poursuite de la modernisation

contenu. Ce sont là ou les déclarations finales de la conférence qui vont être importantes. Nous ciblons nos efforts sur notre gouvernement. En tant que membre du Conseil de sécurité, la France a une grande responsabilité.

HD. Qu'attendez-vous d'elle ?

P. V. Tout d'abord, qu'elle fournisse des éléments tangibles du respect de ses engagements au regard de l'article 6 du TNP. Ensuite, qu'elle fasse de nouvelles propositions de désarmement et s'engage dans un vrai processus multilatéral. Jusqu'à présent, toutes les mesures qu'elle a prises, elle les a prises seule. Enfin, qu'elle apporte son soutien à la convention d'élimination des armes nucléaires. Ce nouvel outil, sur lequel les ONG travaillent depuis une dizaine d'années, a pour objectif de répondre à deux questions absentes du TNP : comment et quand arrive-t-on à l'élimination. Outre le fait de définir un processus et un calendrier, ce texte associe dans un même mouvement l'ensemble des États y compris les trois non signataires du TNP qui détiennent l'arme nucléaire, à savoir Israël, l'Inde et le Pakistan. Ce modèle de convention a été déposé à l'ONU en décembre 2008 et a le soutien de 127 pays sur 193. Pas celui de la France.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR C. B.